

# LE QUOTIDIEN DU MEDECIN **hebdo**

50<sup>e</sup> ANNÉE, 1, RUE AUGUSTINE-VARIOT - CS 80004 - 92245 MALAKOFF CEDEX - TÉL.: 01 73 28 12 70 - ISSN 0399-2659 - CPPAP 0422 T 81257

## BNC, la douche froide

L'événement



Les revenus 2020 des médecins libéraux sont en baisse dans la quasi-totalité des spécialités, selon le bilan de l'UNASA que révèle « Le Quotidien ». La chute de l'activité et l'absence de revalorisations expliquent ces revers de fortune. Les aides et reports de charges et l'indemnisation de la CNAM ne redressent que partiellement la situation. **Lire page 10**

N° 9911

Vendredi 17 septembre 2021

Grand entretien

**MSF face aux défis  
sanitaires afghans**

page 16

Actu pro

**La stratégie des syndicats  
de médecins libéraux  
d'ici à la présidentielle**

page 18

Médecine

**3<sup>e</sup> dose, 4<sup>e</sup> vague, pass  
sanitaire : les réponses  
du Pr Yazdanpanah**

page 26

Congrès hebdo

**Santé respiratoire des  
enfants, quels enjeux ?**

page 36

20 SEPT. | JOURNÉE EUROPÉENNE  
2021 | DE LA PROSTATE

Retrouvez  
notre infographie p. 34 - 35



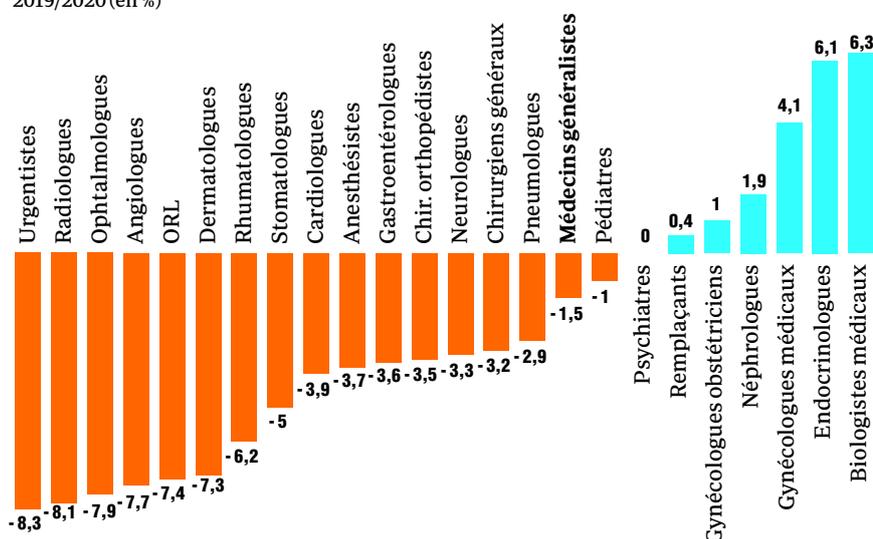
SEBASTIEN TOULON

## CHUTE DES RECETTES ET DES BNC EN 2020

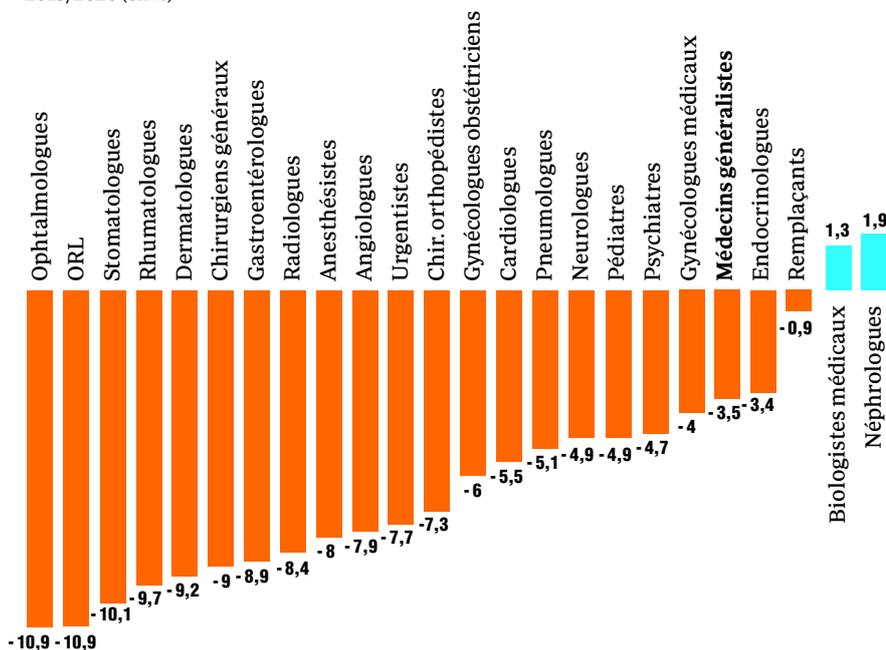
# Les revenus des médecins libéraux, victimes du Covid

PAUL BRETAGNE ET CYRILLE DUPUIS

**Évolution des revenus avant impôts des médecins libéraux (BNC)**  
2019/2020 (en %)



**Évolution des recettes des médecins libéraux (chiffre d'affaires)**  
2019/2020 (en %)



Généralistes (-1,5 %), dermatos (-7,3 %), ophtalmos (-7,9 %), radiologues (-8,1%)... à de rares exceptions, les revenus 2020 des médecins libéraux sont en baisse significative, selon le bilan fiscal des associations de gestion agréées (AGA) de l'UNASA, que révèle « Le Quotidien ». La chute de l'activité dans les cabinets lors du premier confinement et l'absence de revalorisations expliquent ces revers de fortune. Les allègements de charges et l'indemnisation de la CNAM pour perte d'activité ne redressent que partiellement la situation financière.

Ce n'est pas une surprise mais le choc est rude. Même si elle est inégale selon les disciplines, la chute d'activité, et donc de recettes, consécutive à la crise du Covid se traduit *in fine* par un exercice 2020 médiocre, voire mauvais, pour les BNC des médecins libéraux. Établis sur la foi des déclarations d'impôts, les premiers chiffres des revenus attestent que 2020, année zéro de la pandémie, a été financièrement très défavorable à la médecine de ville. En effet, l'analyse par spécialité des déclarations 2035 des adhérents de l'UNASA (Union nationale des associations agréées) illustre à quel point le Covid a plombé l'économie des cabinets, avec une activité en berne

SOURCE: UNASA

pendant des mois et parfois à l'arrêt complet ! Il faudra attendre les statistiques définitives et les résultats régularisés en 2021 du dispositif d'indemnisation pour perte d'activité (Dipa) mis en place par la CNAM pour apprécier le bilan fiscal complet sur deux ans.

## Le bouillon pour (presque) tout le monde

En attendant, alors que les généralistes s'en sortaient correctement en 2019 (avec un bénéfice en hausse de 3,7 %), leurs revenus imposables baissent cette fois de 1,5 % (leurs recettes diminuant même de 3,5 %). C'est pire pour les autres spécialistes où l'on découvre des dégringolades dans presque toutes les disciplines, qu'il s'agisse aussi bien des chiffres d'affaires totaux que du BNC imposable (voir nos deux graphiques), à l'exception notable des biologistes médicaux dont les résultats sont dopés par les tests Covid (+6,3 % l'an passé).

Le plongeon n'épargne donc presque personne mais l'érosion du revenu est parti-



Lors du premier confinement, certains spécialistes libéraux ont vu leur activité chuter de 80 %

SEBASTIEN TOUBON

culièrement marquée chez les rhumatologues (-6,2 %), les dermatologues (-7,3 %), les ORL (-7,4 %), les ophtalmologistes (-7,9 %) et les radiologues (-8,1 %). La contre-performance est d'autant plus significative qu'elle fait suite à un exercice 2019 qui s'était déjà soldé dans le rouge pour 14 spécialités.

## Coup de frein sur l'activité médicale

Pour 2020, ce revers de fortune est tout entier attribuable à la pandémie qui a grippé l'activité dans les cabinets et les cliniques dans des proportions inimaginables, surtout lors du premier confinement très strict. Rendez-vous reportés ou annulés, patients qui refusent de consulter, déprogrammations : la première vague épidémique du printemps 2020 s'est traduite par une chute d'activité moyenne de 40 % chez les généralistes et de 60 % chez les autres spécialistes, avec des baisses pouvant dépasser 80 % chez certains praticiens. Fin 2020, près des deux tiers des libéraux de santé estimaient que leur chiffre d'affaires avait été durablement impacté par la crise.

Ce repli s'est traduit mécaniquement dans les dépenses de l'Assurance-maladie. Lors de son bilan annuel à fin décembre, la CNAM confirmait la réduction nette des postes de remboursement en médecine de ville pour 2020 : -6,1 % sur les soins de médecine générale (-4,1 % en intégrant les avances Dipa pour perte d'activité); et -6,7 % pour la médecine spécialisée (-4,2 % y compris avances Dipa). Les compensations distribuées dès 2020 par la Sécu (une aide qui

est fiscalisée au demeurant) n'ont donc pas permis de sauver l'année même si, dans nos colonnes, le directeur de la CNAM a mis en avant l'ampleur de ce soutien : 540 millions versés, soit en moyenne 7 000 euros par praticien.

## Une année sans revalorisation

Outre cette activité en berne (que n'a pas contrebalancé l'explosion de la téléconsultation), les praticiens de ville ont subi une panne de revalorisations. Aucune avancée significative de nomenclature n'est venue éclaircir leur horizon en 2020, alors que l'exercice précédent avait vu l'éclosion de quelques nouvelles consultations complexes et majorations ciblées.

Pour les généralistes, des mesures temporaires - en lien avec la crise - ont certes été en-

registrées au fil de l'année : téléconsultations par téléphone (sans vidéotransmission), majoration MIS de 30 euros lors de l'annonce d'un Covid dans le cadre du *contact tracing*, rémunération des tests PCR, consultation de prévention pour les publics vulnérables. Mais ces évolutions

n'ont pas modifié la tendance budgétaire baissière de 2020.

Quant aux rémunérations forfaitaires, certes en hausse, elles n'ont pas permis non plus de sauver les meubles alors que l'activité était en chute libre. La rémunération sur objectifs de santé publique (ROSP 2019), versée au printemps 2020, avait procuré

## Combien de divisions ?

Les chiffres issus de l'UNASA sont basés sur les déclarations de 15 864 généralistes, 1 526 remplaçants, 1 206 psychiatres, 888 cardiologues, 777 ophtalmologistes, 710 gynéco-obstétriciens, 671 chirurgiens généraux, 652 pédiatres, 624 dermatologues, 475 radiologues, 402 rhumatologues, 400 anesthésistes-réanimateurs, 361 gastro-entérologues, 375 ORL, 322 angiologues, 249 chirurgiens orthopédistes, 283 gynécologues médicaux, 229 pneumologues, 164 endocrinologues, 160 neurologues, 151 biologistes médicaux, 92 stomatologues et 88 urgentistes libéraux.

Ce revers de fortune est tout entier attribuable à la pandémie qui a grippé l'activité dans les cabinets et les cliniques dans des proportions inimaginables

suite page 12

aux 55 000 généralistes et MEP une prime moyenne de 4 820 euros, soit une centaine d'euros de plus que lors de l'exercice précédent. En mai, le forfait structure moyen versé aux généralistes avait atteint 3 661 euros, dopé par l'augmentation du nombre de points.

### Des remises de cotisations qui limitent la casse

Seule éclaircie, les charges ont moins pesé l'an passé sur la plupart des spécialités. Cela tient aussi à la pandémie ! Ainsi, l'Urssaaf a-t-elle accordé des reports de cotisations aux indépendants, dont le secteur médical a bénéficié. Mais pas suffisamment pour rétablir la courbe des revenus. Cela se traduit néanmoins dans les comptes des cabinets médicaux, avec une baisse moins marquée des BNC que des recettes totales, signe que les charges ont diminué.

Seule éclaircie, les charges ont moins pesé l'an passé sur la plupart des spécialités

C'est le cas pour les généralistes qui ont converti 59,6 % de leurs recettes en revenus l'an passé, soit nettement mieux qu'un an plus tôt (57,9 %). La même observation peut-être faite partout puisque la quasi-totalité des disciplines affichent des évolutions de recettes très négatives (jusqu'à -11 %). Anesthésistes, radiologues, gastroentérologues, rhumatologues, ORL ou encore ophtalmos ont ainsi fait une année exécrable sur ce plan, avec des baisses de CA comprises entre 8 et 10 % ; mais le BNC est, proportionnellement, un peu moins affecté.

### L'embellie en 2022 ?

Après cette année « sans », l'avenir sera-t-il plus souriant ? Voire. L'exercice 2021 devrait être meilleur côté recettes, car le troisième confinement ne semble guère avoir pénalisé les libéraux de santé. Mais la véritable embellie ne se produira sans doute pas avant 2022. En effet, il faudra attendre cette échéance pour ressentir les effets des revalorisations de l'avenant n° 9 signé cet été pour les praticiens concernés (visites gériatriques, avis d'expert, spécialités cliniques). Et côté charges, attention ! Les « largesses » de l'Urssaaf s'analysent plutôt comme un sursis. Le paiement de cet arriéré de cotisations - en même temps que celui des cotisations courantes - pourrait même entraîner pour certains de nouveaux problèmes de trésorerie.

suite du dossier page 14

## 3 Questions à...

### Béchir Chebbah

#### Président de l'UNASA

**LE QUOTIDIEN : Comment qualifiez-vous ce cru 2020, année du choc de la pandémie ?**

BÉCHIR CHEBBAH : Sur 126 professions libérales analysées, il n'y en a que trois ou quatre qui tirent leur épingle du jeu dont les infirmiers et les sages-femmes. Tous les autres métiers ont été "impactés" avec une baisse de chiffre d'affaires par rapport à 2019, dans des proportions qui varient entre -2% et -20% ! Je parle bien ici de la chute des recettes qui reflète l'impact de la pandémie sur l'activité, notamment médicale. Ce n'est pas vraiment une surprise. Les différents confinements, la distanciation sociale, la crainte de consulter, mais aussi les déprogrammations directes d'activités chirurgicales, la fermeture de cabinets médicaux ou de kiné ont eu un effet direct. Les généralistes par exemple subissent une baisse de CA de 3,5 % et c'est pire parmi beaucoup d'autres spécialités. Quelques rares secteurs s'en sortent, comme la biologie, même si ce sont surtout les gros laboratoires - les premiers à investir en matériel - qui ont récupéré la manne des tests.

**Les baisses et les reports de charges ont-ils permis d'amortir le choc ?**

C'est vrai qu'on ne constate pas de difficultés énormes de trésorerie dans le secteur libéral car la baisse des bénéfices est plus nuancée que celles des recettes grâce aux effets de reports d'échéances de cotisations sociales et de charges. On le voit bien dans nos statistiques avec le poste « impôts et taxes » qui a souvent fortement diminué. Ces reports ont bénéficié aux libéraux de santé dans des proportions importantes puisque les pertes de résultat



sont très souvent inférieures aux baisses de chiffre d'affaires. Mais attention, ces diminutions de charges sont pour partie « fictives » dans la mesure où il s'agit souvent de reports et non de suppressions. On peut citer la CSG, l'Urssaaf, la retraite... Notre crainte, c'est donc un effet ciseaux en 2021 avec des rectifications, des rappels de charges, des correctifs. On pourrait avoir davantage d'activité cette année mais un fort rattrapage sur les charges. C'est pourquoi nous, experts-comptables, avons recommandé à nos clients de ne pas adhérer aux baisses de charges lorsque leur activité n'était pas trop impactée pour ne pas qu'ils se retrouvent dans une situation compliquée les deux années suivantes. Je rappelle enfin que le Dipa (dispositif d'indemnisation pour perte d'activité, NDLR), qui a procuré une aide financière à de très nombreux médecins libéraux en 2020, est bien fiscalisé et donc inclus dans le résultat imposable.

**Comment se présente 2021 ?**

Ce sera un rattrapage relatif pour le secteur de la santé. Au premier semestre 2021, la situation est restée parfois compliquée avec des épisodes épidémiques, sans doute moins impactants grâce à l'anticipation, mais avec tout de même des conséquences. L'exercice 2021 permettra de retrouver les niveaux normaux de chiffre d'affaires pour certains praticiens mais qu'on ne confirmera pas toujours en résultat.

**Propos recueillis par Cyrille Dupuis**

## BNC : les anesthésistes en haut du palmarès

Les spécialités techniques et médico-techniques continuent d'occuper les étages supérieurs de la pyramide des revenus - au delà de 110 000 euros.

C'est devenu une habitude ces dernières années : malgré la chute de leur résultat en 2020 (-3,7%), les anesthésistes-réanimateurs restent tout en haut de la pyramide des revenus\* des praticiens libéraux (à 163 000 euros), devant les ophtalmologues (143 000 euros) et les orthopédistes (137 000).

La crise sanitaire n'a donc pas modifié ce podium, pas davantage que la suite immédiate du classement où l'on retrouve cinq disciplines techniques ou médico-techniques entre 110 et 136 K€ (chirurgiens généraux, cardiologues, gastroentérologues, radiologues et stomatologues). À noter que ces données fiscales des AGA confirment le recul régulier de la place des radiologues libéraux, longtemps en pole position mais dont les BNC ont été grignotés par une décennie de décotes tarifaires. Du grain à moudre pour la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) qui s'apprête à rediscuter avec l'Assurance-maladie.

Parmi les nouveautés du cru 2020, on note en revanche la progression des pneumo-

logues dont les BNC ont rattrapé ceux des angiologues et dépassé ceux des ORL, ces deux dernières spécialités ayant subi une baisse significative de leur résultat pendant la crise Covid (-7,7% et -7,4%). Mais surtout, cette pyramide marque la progression attendue des revenus des biologistes médicaux (à 81 000 euros) qui, à la faveur de la multiplication des tests Covid, passent en 2020 devant les dermatologues, les gynécologues médicaux, les rhumatologues ou les pédiatres.

Les écarts vont environ du simple au double entre certains « cliniciens » (psychiatres et pédiatres autour de 70 K€) et les chirurgiens ou les ophtalmos (autour de 140 k€). Ce sont notamment ces écarts de revenus qui ont justifié les revalorisations ciblées récentes dans le cadre de l'avenant 9.

*\*Attention, il s'agit dans tous les cas de revenus moyens. Au sein d'une même spécialité, les BNC peuvent varier fortement. Par exemple, chez les quelque 16 000 généralistes affiliés à l'UNASA, le quart le plus fortuné émarge à 156 k€/an quand le quart le moins bien loti se contente de 39 k€.*

La baisse des revenus des généralistes en 2020 n'est pas surprenante. Avec la crise, la diminution de l'activité a été sensible provoquant un chiffre d'affaires en berne. Les généralistes s'en sont mieux sortis que d'autres car ils ont pu diversifier leur activité en participant à la vaccination dans les centres Covid. Ils ont aussi bénéficié d'aménagements. Mais cela n'a pas été suffisant et ces chiffres doivent interpellier les pouvoirs publics ! Pourquoi ne pas envisager un Dipa bis ou la création d'une consultation spécifique pour la vaccination de la troisième dose ?

**Dr Jacques Battistoni,**  
président de MG France

Presque toutes les spécialités ont pris le bouillon et plus particulièrement les médecins qui travaillent en établissement. Leur activité a été freinée, faute de pouvoir faire fonctionner les plateaux techniques. Face à ces baisses de revenus importantes, l'Assurance-maladie doit faire un geste pour les 26 000 médecins sommés de rembourser des indus dans le cadre du Dipa. L'État pourrait donner un signal fort en supprimant les six mois de stabilisateurs pour que les revalorisations de l'avenant 9 - comme la hausse de l'APC - s'appliquent dès 2021.

**Dr Franck Devulder,**  
président des Spécialistes-CSMF

### Palmarès des revenus (en €)

Anesthésistes-réanimateurs	163 519
Ophtalmologues	143 314
Chirurgiens orthopédistes	137 177
Chirurgiens généraux	136 142
Cardiologues	128 139
Gastroentérologues	119 657
Radiologues	113 140
Stomatologues	111 604
Pneumologues	106 768
Angiologues	106 625
ORL	101 611
Neurologues	95 636
Gynécologues - obstétriciens	95 409
Urgentistes	90 272
Médecins généralistes	89 597
Biologistes médicaux	81 419
Dermatologues	79 716
Gynécologues médicaux	78 664
Rhumatologues	74 798
Pédiatres	72 778
Psychiatres	67 746
Endocrinologues	59 439
Médecins remplaçants	59 048

La hausse des revenus des médecins biologistes médicaux correspond à un surcroît de volume d'activité en 2020 pendant le Covid. Je ne suis pas surpris. Les chiffres présentés ici me paraissent même sous-évalués car cela ne concerne que les médecins qui ont déclaré leur BNC aux associations de gestion agréées (AGA). Cela ne reflète pas exactement la situation du secteur. La plupart des médecins exercent dans des grands groupes avec un capital et touchent des dividendes. Ce qui augmente autant leurs résultats.

**François Blanchecotte,**  
président du Syndicat des biologistes